

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 1er août 2018**

## **CAUSERIE ET INFOS**

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

### **Parole d'internaute à propos du roturier Macron.**

1- "Pour ma part je ne vois aucune grandeur dans le personnage, que du vide, aucun courage, aucune sincérité. Tout est faux chez lui, faux semblant, fausse modestie, fausse intelligence. Je ne comprends pas comment des gens peuvent l'entendre et le prendre au sérieux, ses discours me hérissent le poil, ce sont ceux d'un mauvais acteur, tout est surjoué.

Non seulement le personnage est faux mais aussi la fonction, il ne gouverne pas grand chose au service de la France ou des français. Une pute, pour reprendre le mot de Minc, et de l'un de ses employeurs, caractérisant le métier de banquier d'affaire, voilà de quoi Macron est le nom, prêt à toutes les compromissions pour satisfaire le client. Un fake président avec, hélas, une vraie capacité de nuisance au service des 0,...1% les plus riches."

2- "Macron est un acteur qui lit un texte dans un théâtre « France » où tout est faux, en carton-pâte, où les pouvoirs réels sont partis à Bruxelles, Washington et la City. Macron fait semblant, en l'attente de son cachet dans 4 ans où il sera remplacé par un autre acteur, une femme, car le casting est préparé à l'avance."

3- "La monarchie absolue de droit divin, instaurée par Clovis et largement « améliorée » par ses successeurs au fur et à mesure que le royaume s'agrandissait, n'a été abolie qu'il y a à peine un peu plus de 2 siècles. Et encore, elle a été remplacée à diverses reprises par des régimes plus ou moins républicains, voire carrément monarchiques et/ou dictatoriaux (Vichy pour le plus récent).

Aujourd'hui nous sommes sous un régime semi monarchique instauré par De Gaulle à la suite de son coup d'état de 1958. Et sur le plan économique nous vivons dans un système capitaliste régi par la finance internationale qui se satisfait pleinement du régime politique en vigueur, ce que De Gaulle n'a jamais compris (l'intendance suivra, la politique française ne se fait pas à la corbeille, etc etc). Et pour cela la finance n'a besoin que de simples valets : UE, Merkel, Macron... qui, étant à sa botte, en profitent et font profiter des petits copains pour obtenir certains avantages dont le menu peuple est évidemment privé. Macron n'est ni Sylla ni Caligula, et encore moins Jupiter, c'est simplement un petit pantin qui certes profite allègrement du système, mais que ce dernier mettra à la porte s'il n'obéit plus à son maître."

4- "Le déclenchement de l'affaire Benalla est venu juste après la décision, avec Poutine, de faire transporter par la Russie de l'aide humanitaire en Syrie. Et c'est ce même journal le Monde qui a maintenu dans le mainstream depuis des années toute la narrative atlantiste sur la vision de la guerre en Syrie."

### **En complément.**

Lu dans : Syrie : Paris et Washington jouent les prolongations ! Par Richard Labévière - [prochetmoyen-orient.ch](http://prochetmoyen-orient.ch)

- Toujours à la pointe de la propagande, le quotidien Le Monde titre : « Deraa, l'étincelle de la révolution syrienne s'est éteinte... » S'ensuit une hallucinante diatribe anti-russe et anti-Bachar relevant davantage du parti pris idéologique que d'une information maîtrisée, recoupée et responsable. Depuis mars 2011, Le Monde nous annonce le renversement imminent du « boucher de Damas ». La libération de Deraa constitue pour le quotidien, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, un cinglant démenti, sinon un cruel retour du réel signifiant que depuis le début de la crise syrienne, Le Monde nous désinforme et nous ment. [prochetmoyen-orient.ch](http://prochetmoyen-orient.ch)

### **En famille. Est-ce une injonction ou une menace du porte-parole du "syndicat du crime" ?**

- Ne les appelez plus jamais «Gafam - Liberation.fr 1 août 2018

On a coutume de regrouper en un commode syndicat du crime numérique Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft : les Gafa(m). Ces entreprises seraient toutes des menaces pour la démocratie et les libertés. Si leur principal point commun est qu'elles sont dans le secteur des nouvelles technologies et qu'elles représentent les cinq plus grosses capitalisations boursières (935 milliards de dollars pour Apple !), leurs business modèles sont très différents. [Liberation.fr](http://Liberation.fr) 1 août 2018

### **Macronneries et barbouzeries**

**Pourquoi les médias-oligarques ont-ils déclenché l'affaire et l'ont-ils entretenue quotidiennement depuis le 18 juillet ?**

- Affaire Benalla : Macron réinvente la saga de l'été - [Le Point.fr](http://Le Point.fr) 31.07

De nombreux lecteurs se plaignent apparemment que l'affaire Benalla soit montée en épingle par la presse. De telles récriminations me surprennent. Je suis le premier à critiquer les journalistes, leurs œillères et leurs biais, mais je trouve pour une fois qu'ils font leur travail.

« Ça se contredit, ça crée le doute et ça sent l'enfumage »

Si la presse en fait tant, c'est peut-être aussi que la moindre intervention d'un protagoniste de l'affaire lui redonne du grain à moudre. Chaque justification rallume l'incendie au lieu de l'éteindre : ça ne colle jamais, ça se contredit, ça crée le doute et ça sent l'enfumage. Entre l'autosabotage de la commission d'enquête au Palais-Bourbon, les trous de mémoire du ministre de l'Intérieur et la défense énigmatique du président qui se plaint d'avoir été trahi, fait applaudir le traître puis crie à la tempête dans un verre d'eau tout en réclamant qu'on vienne le chercher, tout dans cette histoire donne l'impression d'une plomberie qui fuit et d'un mystère inviolé. [Le Point.fr](http://Le Point.fr) 31.07

**- La révision constitutionnelle star malgré elle des motions de censure - [Le HuffPost](http://Le HuffPost) 31 juillet 2018**

En théorie, c'est d'elle que les députés auraient du débattre pendant cette session extraordinaire. Mais l'examen de la révision constitutionnelle a été suspendue il y a dix jours par l'affaire Benalla.

En réalité, cette réforme n'a jamais été bien loin des discours qui se sont succédés pendant près de trois heures. Car si les opposants à la réforme ont obtenu temporairement une pause dans ce débat, et ont revendiqué à ce titre une victoire, ils réclament l'enterrement définitif. Au minimum, les communistes et la France insoumise réclament qu'un référendum soit organisé pour la voter.

Sur Twitter.

1- Tout comme les LR, la FI se félicite que l'"affaire Benalla" entraîne le report de l'examen de la révision constitutionnelle. C'est donc ça. - Nathalie Loiseau

2- Les choses sont claires : la droite et la gauche conservatrices (affublées de leurs extrêmes) visent l'échec de la réforme constitutionnelle. - Florian Bachelier

3- Les masques tombent : l'opposition voit dans cette affaire #Benalla un prétexte pour refuser la réforme constitutionnelle. Stop à l'instrumentalisation ! - Pascale F. Personne

"Nous ne courberons pas l'échine face à ce projet de révision constitutionnelle qui a été ajourné et que vous seriez bien inspiré d'abandonner", a lancé le président des Républicains à l'Assemblée Christian Jacob estimant qu'il est "urgent de résister à la tendance d'un pouvoir technocratique".

"La France a besoin de contre-pouvoirs. L'Assemblée Nationale est le premier de ces contre-pouvoirs", a repris le député LR qui dénonce depuis des semaines un projet qui va réduire le nombre de députés et ne vas pas redonner du poids au Parlement.

Mais La République en marche aurait tort de balayer les derniers jours d'un revers de main. Car même ses alliés veulent tirer les leçons de l'affaire Benalla. "Ce texte constitutionnel, perfectible, pourra être amélioré à la lumière estivale des événements récents pour que force reste à la loi et que tout pouvoir soit équilibré par des contre-pouvoirs", a lancé à la tribune le député Modem Patrick Mignola.

Son collègue Franck Riester, président du groupe UDI-Agir, a lui aussi dénoncé le fait que depuis trop longtemps "les pouvoirs du Parlement ont été détournés au profit de ceux du président de la République". "Monsieur le premier ministre et Madame la Garde des sceaux, il est encore temps d'améliorer le contenu des projets de loi, a-t-il estimé. Donnons nous les moyens de garantir mieux la séparation des pouvoirs et l'équilibre des institutions ce qui n'est pas suffisamment le cas dans les textes présentés. Faute d'évolution des textes, notre groupe serait dans l'incapacité à voter la réforme."

En théorie, l'examen doit reprendre à la rentrée. Toutefois la conférence des présidents de l'Assemblée qui établit l'ordre du jour du Palais Bourbon a préféré ne pas évoquer le sujet ce mardi. On ne sait donc pas quand le débat explosif sur la Constitution va reprendre. Il est bien la première victime de cette affaire Benalla. Le HuffPost 31 juillet 2018

Quand la droite détient le pouvoir politique, elle gouverne pour le compte des capitalistes, et quand c'est la gauche qui y est, elle gère les affaires courantes moyennant rémunération et autres avantages en nature en attendant que la droite la remplace et ainsi de suite. La gauche n'est rien d'autre que le supplétif de la droite, elle prend le relais, ils se passent et repassent le témoin et la vie continue comme avant.

Quand ni l'un ni l'autre ne peut faire l'affaire, l'affaire se corse. Ils ont le choix entre recourir au centre constitué d'une alliance d'un pan de la droite et de la gauche qui se retrouveront dans une coalition qui ne veut pas dire son nom pour poursuivre la politique de la droite, et l'extrême droite dont les dirigeants sont si médiocres ou débiles qu'ils hésiteront à deux fois avant de faire appel à ses services sous peine de déclencher une guerre civile qu'ils ne contrôlèrent pas forcément.

En principe, en recourant au centre, ils disloquent la droite et la gauche au profit des extrêmes, l'extrême droite et l'extrême gauche, un risque qu'ils peuvent assumer parce qu'ils sont neutralisés également, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement, le centre appliquant une partie du programme de l'extrême droite, tandis que l'extrême gauche liée à la gauche qu'elle a idéalisée pendant près d'un siècle, est incapable de l'assumer et se déchirent, se divisent à l'infini de sorte qu'elle demeure marginal ou inaudible.

Vous vous souvenez peut-être des causeries dans lesquelles j'insistais sur la nécessité de faire l'inventaire de la lutte de classe depuis au moins 1945, histoire d'y voir plus clair, de remettre chacun à sa place, de repérer les erreurs qui ont été commises ou les trahisons, pour repartir sur des bases saines, et bien à ce jour personne à l'extrême gauche n'a voulu se livrer à cet exercice salutaire, le reste est à l'avenant et il ne faut pas s'en étonner.

Personnellement j'ai préféré rompre avec tous ces courants politiques plutôt que continuer à avaler des couleuvres comme disent certains militants, à un moment donné on n'a plus le choix. Qu'aucun militant, cadre ou dirigeant me rejoigne ou partage mes analyses, peu importe, c'est dommage, je ne cautionnerai plus des dirigeants et des partis qui ont failli ou pire encore, et qui continuent de tenir le même discours comme si de rien n'était, c'est tellement insensé ou grotesque, contraire à ma conception du combat pour le socialisme ou pour notre émancipation, qu'une autre attitude reviendrait à renier mes principes ou mon idéal, les seules choses qui donnent encore un sens à ma vie.

Au lieu de reconnaître nos faiblesses, nos lacunes, nos erreurs, nos errements, on s'est enfoncé jusqu'au cou dans le déni, le mensonge, la mégalomanie, on s'est autodétruit, on a tout abîmé, on a tout gâché. Le sursaut viendra peut-être des nouvelles générations de militants, les autres sont usées, foutues.

### **En complément**

- 61% des Français pensent que Macron doit s'expliquer devant une commission d'enquête - Le HuffPost 01.08

Encore une manipulation ou comment les instituts de sondages vous prennent pour des cons sachant qu'elle ne serait pas indépendante !

- La popularité de Macron au plus bas après l'affaire Benalla - Le HuffPost 01.08

Pour les curieux : 27%.

- Nicolas Hulot dégringole dans le palmarès des politiques préférés des Français - Le HuffPost 01.08

Il est toujours millionnaire au moins ? Ouf !

### **Voyous, barbouzes, cow-boys, justiciers, miliciens, nervis...**

- Benalla et Crase, les deux cow-boys de l'Élysée rattrapés par le colt - Liberation.fr 1 août 2018

Les nouvelles révélations sur les armes détenues par les deux comparses soulèvent de nombreuses questions sur leur acquisition. Et les complicités dont le duo a pu bénéficier.

Un coffre-fort contenant des armes de poing et un fusil à pompe disparaissant mystérieusement du domicile d'Alexandre Benalla juste avant sa perquisition. La confirmation que son compère Vincent Crase portait bien un Glock à la ceinture sans la moindre autorisation lors des manifestations du 1er Mai. Et des pistolets déclarés à la préfecture de police par La République en marche mais portés illégalement à l'extérieur des locaux du parti... Les dernières révélations du Canard enchaîné et du Monde soulèvent de nombreuses questions sur la passion des armes à feu que nourrissaient les deux cow-boys de l'Élysée, et l'impunité dont ils ont pu bénéficier.

Les pistolets de LREM

Des armes ont-elles été détenues illégalement au siège de LREM ? Selon le Monde, trois pistolets, dont un Glock 17, auraient été découverts au siège du parti présidentiel. Des armes «non déclarées», selon le quotidien, qui précise qu'une demande d'autorisation a été envoyée à la préfecture de police mais que celle-ci est restée lettre morte en raison d'un dossier incomplet. La situation est en réalité plus complexe.

Selon nos informations, le parti a bien été autorisé par la préfecture à détenir trois armes au sein de ses locaux afin d'assurer la sécurité des lieux, comme le permet la loi en cas de risque «exceptionnel». Mais la demande était en cours de régularisation en raison du déménagement du siège de LREM, transféré en septembre du sud au centre de Paris. Depuis qu'une enquête judiciaire a été ouverte, il n'y a pas eu de perquisition au siège du parti, mais les policiers de la PJ parisienne, saisis des investigations, se sont fait remettre le 21 juillet des documents relatifs aux conditions dans lesquelles Vincent Crase était autorisé à détenir une arme. Dans ce cadre, comme en attestent des mails entre LREM et la préfecture versés à la procédure, il est apparu que le parti avait effectivement demandé des autorisations, mais l'information judiciaire doit désormais déterminer si toutes les formalités administratives ont été correctement remplies.

### Le Glock 17 de Vincent Crase

Seule certitude : même en cas de feu vert préfectoral, ces armes ne pouvaient en aucun cas quitter les locaux. C'est pourtant bien l'un de ces pistolets, le Glock 17, que Vincent Crase portait à la ceinture lors des manifestations du 1er Mai.

Pendant plusieurs jours, l'ancien gendarme réserviste invité par Alexandre Benalla sur l'opération de maintien de l'ordre a nié l'évidence. Comme l'avait révélé Libé, il était toutefois possible de distinguer assez nettement, sur certaines vidéos, un holster (étui) d'arme à feu et la forme d'une crosse d'arme de poing à la ceinture de Crase ce 1er Mai. Après avoir à nouveau démenti lors de sa garde à vue, il a fini par reconnaître avoir porté un Glock 17 ce jour-là. «Cette arme n'est pas à mon nom, elle appartient à LREM, elle est réservée pour la défense du site LREM», a-t-il précisé face aux enquêteurs, selon le Monde.

Vincent Crase n'a pourtant plus aucune autorisation de port d'arme depuis juin 2017, détail qui ne l'a pas empêché de continuer à s'entraîner dans un stand de tir privé à Paris et de se comporter avec un «vrai sentiment d'impunité», selon un de ses proches, n'hésitant pas à sortir calibré en toute illégalité. «J'ai toujours une arme sur moi, c'est une habitude de travail et de sécurité», s'est justifié benoîtement le comparse de Benalla, dont la présence ce 1er Mai n'avait par ailleurs jamais été déclarée à la direction de la préfecture de police de Paris, comme l'a révélé la commission d'enquête parlementaire.

Mis en examen pour «port prohibé d'arme de catégorie B», Vincent Crase vient d'être licencié de LREM. Mais l'ex-détective privé féru d'armes à feu, également détenteur d'un fusil sans permis selon le Monde, est encore loin d'avoir livré tous ses secrets.

### L'armoire forte de Benalla

La scène, savoureuse, a été racontée par le Canard enchaîné. Le 20 juillet, les policiers de la BRDP se rendent à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) pour perquisitionner le domicile d'Alexandre Benalla, placé en garde à vue quelques heures plus tôt. Mais faute de parvenir à crocheter la serrure, ils décident d'apposer un simple scellé sur la porte et de revenir le lendemain matin avec les équipements adéquats. Sauf qu'entre-temps, l'armoire forte contenant trois pistolets et un fusil à pompe Remington s'est brusquement volatilisée. «Elle a dû être emmenée en lieu sûr par une personne», a expliqué sans rire l'ancien chargé de mission d'Emmanuel Macron, évoquant l'intervention d'un «ami» pour justifier cette disparition hallucinante. Selon l'Obs, ce mystérieux émissaire aurait visité son appartement entre le 19 et le 21 juillet afin de mettre certains objets en

«lieu sûr», dont les armes à feu. Une volonté de faire le «ménage» simplement destinée, selon Benalla, à éviter toute incursion inopportune à son domicile, notamment de certains journalistes ayant repéré son adresse. Rien à voir, selon lui, avec une bonne vieille opération de barbouzes.

### **Escroquerie politique. LFI, ces "opposants" qui se fondent dans les institutions de la Ve République.**

- «L'affaire Benalla a révélé le manque de pouvoir du Parlement» - Liberation.fr 01.08

Le député La France insoumise de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel a toujours été contre le projet de révision constitutionnelle. Après l'affaire Benalla, le texte a été reporté sine die, une décision positive pour l'élu qui juge «impensable d'adopter une loi institutionnelle alors même que les institutions sont mises à mal». (Sinon il ne serait pas contre, c'est ce que cela signifie, non ? A trop causer, ils se démasquent eux-mêmes ces charlatans. Il aurait préféré que les institutions se portent mieux, quelle noble intention ! Comme dirait l'autre, pour parler vulgairement on en aurait pris davantage dans la gueule, merci monsieur Coquerel. - LVOG)

Dans quelle mesure le report de la révision constitutionnelle est-il lié, selon vous, à l'affaire Benalla ?

Même si je reste convaincu qu'il s'agissait dès le départ d'une mauvaise réforme qui affaiblirait les pouvoirs de l'Assemblée nationale, il est vrai que l'affaire Benalla-Macron rendait son examen impossible. Il est tout à fait impensable d'adopter une loi institutionnelle, alors même que les institutions sont mises à mal, c'est contradictoire. D'ailleurs, cette affaire a souligné deux problèmes : le contournement absolu de l'Etat, de la police et des autres institutions par Emmanuel Macron, en direct de l'Elysée. Elle a également révélé le problème actuel de notre pays, qui est le manque de pouvoir du Parlement. (Non, sans blague, cela dure depuis 1958, il n'en a jamais eu ! Quand je vous dis qu'ils n'en ont rien à foutre de notre sort, en sortant une telle connerie il le prouve. - LVOG)

Que reprochez-vous à ce projet avorté ?

Une réforme qui visait à diminuer encore le pouvoir du Parlement, c'était complètement indécent, surtout dans ces conditions-là. Mais sans Benalla, les oppositions se seraient malgré tout positionnées contre ce projet, car l'affaire révèle qu'on est face à une concentration de pouvoirs au-dessus de toutes les institutions légales. En ce sens, le projet de révision constitutionnelle cadre totalement avec la façon de faire d'Emmanuel Macron : une vision du pouvoir très dirigiste et personnelle. Cette réforme visait sans nul doute à entériner le souhait du président de la République de contourner encore l'obstacle que peut représenter l'Assemblée nationale dans la réalisation de son projet. S'il voyait cette réforme comme la clôture triomphale de sa première année à l'Elysée, elle a en fait été son premier couac notable. Et cela peut avoir des conséquences sur la suite des réformes qu'il espérait mettre en place. (Que des lieux communs ou parler pour ne rien dire. - LVOG)

Craignez-vous que l'exécutif tente de passer en force les mesures phares (baisse du nombre de parlementaires, non-cumul dans le temps, proportionnelle) qui ne nécessitent pas de modifier la Constitution ?

Le gouvernement serait très mal inspiré de s'embarquer là-dedans. Cela voudrait dire qu'il est complètement rétabli de la crise, et je ne pense pas que ce sera le cas à la fin de l'été. S'il voulait passer en force, il commettrait là une très lourde erreur. D'autant que je ne pense pas que le Sénat le suive : si le débat reprend à la rentrée, je doute que le texte soit adopté par les sénateurs. Jusqu'à maintenant, le Sénat à majorité Les Républicains (LR) hésitait et cette affaire l'a fait

basculer dans l'opposition. Cela explique peut-être les déclarations de Richard Ferrand selon lesquelles le gouvernement n'a pas remis l'examen du texte à l'ordre du jour de la rentrée.

Les députés de la majorité se sont dits soudés au sortir de cette séquence. Avez-vous échoué à les faire douter ?

Cette affaire a créé un isolement des macronistes à l'Assemblée. Au début du quinquennat, les marcheurs profitaient de la position floue, voire ambiguë de certains groupes, qui ne savaient pas se situer par rapport à la majorité LREM-Modem écrasante. Je pense notamment au groupe Nouvelle Gauche. Au moment du vote de confiance au gouvernement, ils se sont largement abstenus, alors que les élus UDI-Agir ont voté en faveur du gouvernement d'Edouard Philippe. Les marges, qui faisaient un peu tampon, n'existent plus, elles sont complètement passées dans l'opposition. Liberation.fr 01.08 (Opposition stérile, ainsi le veut la Constitution de la Ve République qui doit être abolie, discours qu'on n'a pas entendu dans sa bouche. - LVOG)

### **En complément.**

- Censure: Philippe dénonce "une instrumentalisation politique" et promet de ne pas "ralentir" - AFP 31.07

- Benalla: Philippe accuse l'opposition de chercher l'immobilisme - Reuters 31.07

### **Médias alternatifs. Comme ils les aiment finalement les multinationales du CAC40.**

#### **- Le véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises - bastamag.net 28.06.2018**

Extrait. Si l'on regarde la réalité des chiffres et des faits, Danone se situe dans la moyenne en terme de redistribution de ses profits aux actionnaires. Elle fait partie des multinationales tricolores qui possèdent la plus grosse proportion de filiales dans les paradis fiscaux. En terme de rémunérations, elle est l'un des groupes les plus inégalitaires du CAC40. Son effectif en France a chuté de 9% depuis 2010 alors même que son chiffre d'affaires augmentait de 45%. (Normal, il le réalise en très grande partie hors de France! Lire plus loin, ils le disent eux-mêmes ! - LVOG)

Danone contribue à l'envahissement du monde et des océans par le plastique, n'apportant que des réponses partielles et imparfaites en matière de recyclage. Le groupe agro-alimentaire a réduit ses émissions de gaz à effet de serre et affiche des objectifs ambitieux dans ce domaine, mais l'industrie laitière reste l'une des principales sources mondiales de gaz à effet de serre. bastamag.net 28.06.2018

LVOG - Là cela tourne à la chronique des chiens écrasés, excusez-moi, des vaches écrasées ! On pourrait aussi supprimer les vaches et le lait pour atteindre ces " objectifs ambitieux" ! Ils répriment une multinationale, pourquoi, il faudrait en attendre autre chose ? C'est à croire qu'ils les aiment plus qu'ils ne souhaitent leur nationalisation ou socialisation, non ? Ah ces braves révolutionnaires !

#### **- Une multinationale coûte en moyenne 300 millions d'euros par an à la collectivité - bastamag.net 9 juillet 2018**

Extrait. Admettons que les politiques de soutien à la compétitivité de nos entreprises soient coûteuses. Sont-elles au moins efficaces ? Les chiffres que nous avons collectés pour le « véritable bilan annuel » suggèrent que non. Toutes les entreprises de notre échantillon (Total, Michelin, Renault, EDF et Sanofi ), à l'exception d'EDF, ont vu leur effectif en France diminuer depuis 2010, alors même que leur effectif mondial et leur chiffre d'affaires cumulé croissaient de plus de 10 % sur la même période. Une tendance que l'on retrouve à l'échelle de tout le CAC40,

qui a vu ses effectifs en France baisser de 20 % depuis 2010, malgré un chiffre d'affaires en hausse. Sur la même période, les dividendes ont bondi de 44 %. Soit une privatisation des bénéficiaires, et une socialisation des coûts... bastamag.net 9 juillet 2018

LVOG - On croirait entendre le "produisons français" des staliniens, non ? Eh oui, il y en a qui en sont encore là ! Et quelle en est la signification politique ?

Si au moins les multinationales du CAC40 augmentaient leurs effectifs en France, si au moins elles se montraient encore plus généreuses envers leurs salariés en terme de rémunération et autres avantages, ces derniers mériteraient de figurer parmi l'aristocratie ouvrière... au même titre que ces idiots utiles du régime !

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **Ca baigne ! Je sens que le jour de la révolution approche camarades trotskystes...**

Vous aurez compris que je me fous d'eux...

- +18,9 % - Liberation.fr 01.08

C'est la hausse des immatriculations de voitures particulières neuves en France en juillet sur un an, selon des chiffres provisoires publiés mercredi... Liberation.fr 01.08

### **A chaque impérialiste son près carré.**

- Pékin met en garde contre toute ingérence étrangère au Cambodge - Reuters 1 août 2018

- La Turquie menace les Etats-Unis de mesures de rétorsion après les sanctions américaines - AFP 1 août 2018

### **Stratégie de la tension, du chaos.**

- La chute de Maduro "est proche", juge le président colombien - AFP 1 août 2018

- Nicaragua: Ortega rend hommage à l'armée, l'opposition manifeste à nouveau - AFP 1 août 2018

Au lendemain d'une série d'entretiens où il s'est montré inflexible, le président nicaraguayen Daniel Ortega rend hommage mardi à l'armée, restée pour l'heure en marge de la crise, tandis que l'opposition manifeste à nouveau. AFP

### **Le clan de la guerre ne désarme pas.**

- Trump cherche à créer des divisions, accuse la star du basket LeBron James - AFP 1 août 2018

- L'Union inflige des sanctions à six entreprises russes - Reuters 1 août 2018

L'Union européenne a infligé mardi des sanctions à l'encontre de six sociétés russes à qui elle reproche d'avoir contribué à la construction d'un pont reliant la Crimée au territoire russe, un ouvrage que le bloc juge illégal. Reuters 1 août 2018

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **1- Syrie**

##### **1.1- Les Émirats, premier État à rouvrir son ambassade à Damas - Réseau Voltaire 1er août 2018**

Selon l'agence Fars, suite à une réunion entre les deux chefs des services de Renseignement émirati et syrien, les généraux Mahamat Al-Chamsi et Ali Mamlouk, la décision de rouvrir l'ambassade des Émirats arabes unis à Damas aurait été prise.

Les Émirats, qui ont déjà rouvert une correspondance aérienne avec Damas.

Cheik Mohammed ben Zayed Al Nahyane (photo), le cadet du souverain et homme fort du pays, aurait décidé de souffler la politesse aux Occidentaux.

À l'initiative du Royaume-Uni et de la France, la presque totalité des ambassades en Syrie ont été fermées dès le début de la guerre. Réseau Voltaire 1er août 2018

##### **1.2- Les armes lourdes iraniennes retirées à 85 km du Golan, dit Moscou - Reuters 01.08**

Les forces iraniennes ont retiré leurs armes lourdes à 85 km de la ligne de démarcation avec les hauteurs du Golan contrôlées par Israël, a déclaré l'émissaire du président russe pour la Syrie, que cite mercredi l'agence de presse russe Tass. Reuters 01.08

##### **1.3- Les va-t-en guerre qui refusent la paix en Syrie y croient encore, à l'instar de leur porte-parole, l'Agence Française de Propagande de l'Otan.**

Grille de lecture.

Fake news, amalgame, désinformation.

Vous constaterez que l'AFP ne cherche même plus à sauver les apparences, ils vont jusqu'à nommer rebelle une coalition dans laquelle figurent les barbares issus d'al-Qaïda. Lisez, c'est écrit en toutes lettres.

##### **- Syrie: nouvelle coalition de rebelles à Idleb, dans le viseur du régime - AFP 2 août 2018**

Des groupes rebelles dans le nord-ouest de la Syrie ont annoncé mercredi la formation d'une nouvelle coalition, alors que le président Bachar al-Assad avait récemment mis en garde que la province d'Idleb était sa nouvelle priorité.

Située près de la frontière turque dans le nord-ouest syrien, la province d'Idleb est dominée par l'organisation jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), formée par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda.

La région accueille également une multitude de groupes rebelles, puisque c'est là que sont envoyés les combattants insurgés des autres régions de Syrie à mesure qu'elles sont reconquises par le pouvoir de Damas.

Le "Front national de libération" a été formé pour regrouper le Front syrien de libération --coalition qui regroupe déjà les deux poids lourds Ahrar al-Cham et Nouredine al-Zinki-- et quatre autres factions rebelles.

La nouvelle coalition comprend par ailleurs le puissant groupe rebelle Jaich al-Ahrar, influent dans la province d'Idleb, et qui par le passé avait tissé des alliances avec Hayat Tahrir al-Cham.

"La Turquie cimente encore un peu plus son influence à Idleb, au moment où les groupes armés de l'opposition --à l'exception de HTS-- cherchent à dissuader le régime", a réagi sur son compte twitter l'expert sur la Syrie Charles Lister.

Moscou, allié indéfectible du régime, a temporisé mardi la possibilité d'une offensive contre Idleb.

"Il n'est pas question et il ne peut pas être question pour le moment d'une offensive d'ampleur à Idleb", a affirmé l'émissaire russe pour la Syrie, Alexandre Lavrentiev.

Le chef de l'opposition syrienne en exil, Nasr al-Hariri, avait également exclu une offensive gouvernementale contre Idleb, lors d'un récent entretien avec l'AFP.

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé. (Euphémisme et glissement sémantique à l'annonce de la fin de cette guerre impérialiste que l'AFP a soutenue contre la Syrie. - LVOG)

### **Qui est Charles Lister, cet expert sur la Syrie auquel l'AFP fait référence ?**

- Trump's Syria Strategy Would Be a Disaster Charles Lister - foreignpolicy.com 17 November 2016

Traduction : La stratégie de Trump en Syrie sera désastreuse.

Normal quand la guerre c'est la paix (G. Orwell - 1984) !

Charles Lister travaille pour trois think tanks néoconservateurs : Foreign Policy, Brookings Doha Center, The Brookings Institution.

### **Brookings Institution.**

L'Institution s'est donnée pour mission de « fournir des recommandations imaginatives et pratiques sur trois grands points : affermir la démocratie américaine ; améliorer le bien-être économique et social, la sécurité et les opportunités de tous les Américains ; et de sécuriser un système international plus ouvert, plus sûr, plus prospère et coopératif. »

La Brookings Institution est un think tank américain ayant son siège à Washington

Avant de prendre sa retraite en tant que général quatre étoiles du United States Marine Corps, le président de Brookings, John R. Allen, fut commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité de l'OTAN et des forces américaines en Afghanistan. Son précédent président Strobe Talbott [archive] fut ministre adjoint des Affaires étrangères de Bill Clinton. wikipedia.org

Voilà le monde auquel appartient l'AFP, le pire d'entre tous, qui fournit quotidiennement les matériaux et l'orientation politique qui sont repris comme tels par l'ensemble des médias en France, presse écrite, radio, télévision.

## 2- Zimbabwe

2.1- Zimbabwe: le pays dans l'attente des résultats de la présidentielle, l'UE livre son rapport - AFP  
1 août 2018

Les observateurs de l'Union européenne (UE) doivent faire connaître mercredi leur rapport sur l'élection présidentielle au Zimbabwe, tandis que le pays s'installe dans une attente tendue avant la proclamation des résultats, prévue vendredi ou samedi.

L'opposition a revendiqué dès mardi la victoire de son candidat Nelson Chamisa dès le premier tour de la présidentielle la veille, face au chef de l'Etat sortant Emmerson Mnangagwa.

Une proclamation qui a suscité la colère du gouvernement qui a menacé d'arrestations ceux qui annoncent des résultats alors que le décompte traîne en longueur.

Lundi, les Zimbabwéens se sont rendus en masse et dans le calme aux urnes pour élire leurs président, députés et conseillers municipaux, lors des premiers scrutins depuis la chute de Robert Mugabe, tombé en novembre après trente-sept ans au pouvoir.

La présidentielle se joue entre Emmerson Mnangagwa - ancien bras droit de Robert Mugabe et membre de la Zanu-PF, au pouvoir depuis l'indépendance en 1980 - et Nelson Chamisa du Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

"Les résultats montrent au-delà de tout doute raisonnable que nous avons gagné les élections et que le prochain président du Zimbabwe est Nelson Chamisa", a déclaré un haut responsable du MDC, Tendai Biti, expliquant se baser sur les informations des agents électoraux du parti.

De son côté, M. Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe à la faveur d'un coup de force militaire, s'est dit confiant de l'emporter.

"Les informations obtenues par mes représentants sur le terrain sont extrêmement positives", a-t-il assuré sur Twitter.

La menace, semble-t-il, d'un haut responsable du MDC de donner le détail de "ses résultats" a provoqué les foudres du ministre de l'Intérieur, Obert Mpofu, qui s'est dit prêt à "envoyer en prison" ceux qui seraient tentés de donner des chiffres.

"Je suis sûr que personne ne souhaite provoquer les foudres de la loi", a-t-il lâché.

Les résultats de la présidentielle ne seront pas connus avant vendredi ou samedi, a prévenu la commission électorale (ZEC).

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, un second tour sera organisé le 8 septembre.

Le retard pris par la commission suscite les pires inquiétudes de l'opposition, qui n'a cessé de dénoncer pendant la campagne la "partialité" et le manque de transparence de la ZEC.

"Il y a un retard délibéré dans l'annonce des résultats. Ce retard est totalement inacceptable", a estimé Tendai Biti.

Pendant ce temps, devant le siège du MDC, des partisans de l'opposition criaient victoire en brandissant des affiches "Votez Nelson Chamisa", tandis que des policiers équipés de canons à eau patrouillaient à proximité.

Aucun incident n'a été signalé depuis la fin du scrutin, contrairement aux élections de l'ère Mugabe.

Mais l'opposition est sur ses gardes, victime ces dernières décennies d'élections truquées et entachées de violence.

Le président Mnangagwa, soucieux de se démarquer, a promis cette année des scrutins libres, justes et transparents et a invité, pour la première fois en seize ans, des observateurs électoraux occidentaux.

L'Union européenne doit présenter mercredi un premier rapport très attendu.

La ZEC de son côté a affirmé mardi que les élections n'avaient été entachées d'"aucune fraude".

"Nous, à la commission électorale du Zimbabwe, ne volerons pas le choix" des électeurs, "quel qu'il soit", a assuré mardi sa présidente Priscilla Chigumba.

Dans les rues d'Harare, des habitants s'inquiétaient cependant des réactions du parti au pouvoir en cas de défaite.

"Il est exclu que la Zanu-PF accepte" la victoire du MDC, a estimé Tracy Kubara, une commerçante de 26 ans.

Mais si le MDC est déclaré vaincu, "les gens descendront à coup sûr dans la rue parce qu'ils sont avides de changement", a-t-elle ajouté.

Selon le cabinet BMI Risk Consultancy basé à Londres, la défaite éventuelle du parti gouvernemental pourrait provoquer "une intervention de l'armée pour sécuriser le pouvoir pour la Zanu-PF".

Depuis son indépendance, le Zimbabwe n'a connu que deux chefs de l'Etat, tous les deux issus du même parti, la Zanu-PF. D'abord M. Mugabe, contraint à la démission en novembre dernier à l'âge de 93 ans, puis M. Mnangagwa, son ancien vice-président.

M. Mnangagwa, 75 ans, a promis un "nouveau Zimbabwe" et la relance de l'économie, au bord de la faillite.

M. Chamisa, âgé de 40 ans et sans grande expérience politique, a lui fait de sa jeunesse son arme principale pour séduire un électorat en quête de sang neuf. AFP 1 août 2018

## 2.2- Zimbabwe: l'armée tire à balles réelles contre des partisans de l'opposition - AFP 1 août 2018

Des militaires ont tiré à balle réelle mercredi à Harare contre des partisans de l'opposition, qui dénoncent des fraudes lors des élections générales de lundi, les premiers scrutins depuis la chute du président Robert Mugabe en novembre, a constaté un photographe de l'AFP.

Des chars et des camions transportant des militaires circulaient dans les rues de la capitale à proximité des bureaux où est réunie la commission électorale, qui a annoncé la victoire aux législatives du parti au pouvoir, la Zanu-PF. AFP 1 août 2018

## 2.3- Après les élections, le Zimbabwe sombre dans la violence euronews 1 août 2018

A peine les premiers résultats électoraux annoncés au Zimbabwe, l'armée a tiré contre des partisans de l'opposition à Harare, la capitale. Bilan : au moins trois morts. L'opposition conteste les résultats des législatives qui donnent la victoire au parti du président Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe.

"Aujourd'hui, nous avons vu le déploiement de chars de l'armée et des tirs à balles réelles sur des civils sans raison apparente, a réagi Nkululeko Sibanda, le porte-parole du MDC, le Mouvement pour un changement démocratique. Les civils sont fondés à exiger le respect de leurs droits de manière légale. Tout désordre public doit être traité par les policiers qui sont les mieux formés pour ces opérations. Les soldats sont formés pour tuer en temps de guerre."

Ces violences rappellent celles de l'ère Mugabe, fréquentes après les élections. Les observateurs de l'Union européenne ont dénoncé un scrutin inéquitable. Les résultats de la présidentielle qui se tenait aussi lundi ne sont pas encore connus. Pour le chef de l'opposition, aucun doute : ils seront truqués. euronews 1 août 2018

### 3- Comores

- Comores: le référendum qui renforce les pouvoirs du président plébiscité - AFP 31 juillet 2018

Les Comoriens ont approuvé à une écrasante majorité de plus de 92% une réforme constitutionnelle très controversée qui permet au président de briguer un deuxième mandat consécutif, selon les résultats officiels d'un référendum organisé lundi et boycotté par l'opposition. (Au Comores ou ailleurs en Afrique, quand un président veut "briguer un deuxième mandat consécutif" ou un troisième, c'est "très controversée", autrement dit illégitime, mais pas en France où la monarchie est héréditaire... depuis Clovis ! - LVOG)

"Je vous donne les résultats au niveau national. Oui: 172.240, soit 92,74%. Non: 13.338, soit 7,26%", a annoncé le président de la commission, Ahmed Mohamed Djaza, lors d'une conférence de presse à Moroni.

La participation au référendum, organisé dans le petit archipel de l'océan Indien à l'histoire politique mouvementée, est de 63,9%, a-t-il ajouté.

La réforme plébiscitée lundi renforce ses pouvoirs, en lui permettant de briguer deux mandats de cinq ans consécutifs, contre un seul actuellement.

La réforme supprime aussi les trois postes de vice-président et la Cour constitutionnelle, plus haute instance judiciaire. Elle fait également de l'islam la "religion d'Etat" de ce pays de moins de 800.000 habitants, à 99% musulmans.

L'opposition n'était pas joignable immédiatement après l'annonce définitive des résultats, mais dans la journée, alors que le "oui" était déjà largement en tête, elle avait crié au "trucage".

"Quels résultats ! Un scrutin truqué, des chiffres préfabriqués, voilà la consultation populaire du président Azali", avait réagi le secrétaire général du parti Juwa, Ahmed el-Barwane, interrogé par l'AFP. Quelques minutes plus tard, il a été arrêté par des gendarmes alors qu'il circulait à Moroni, a affirmé son entourage.

L'annonce des résultats du référendum n'a provoqué aucune réaction dans la capitale Moroni, qui vaquait à ses occupations habituelles mardi soir.

L'opposition, qui dénonce les "abus de pouvoir" d'Azali Assoumani depuis des mois (opposants arrêtés, leader assigné à résidence, Cour constitutionnelle suspendue), avait décidé de ne pas faire campagne et appelé à boycotter le scrutin.

Dans les nombreux bureaux de vote visités par les journalistes de l'AFP lundi, les électeurs s'étaient faits rares, avec souvent moins d'un quart de votants une heure avant la fin du vote.

Un constat partagé par les observateurs de la Force en attente de la région Afrique de l'Est (EASF).

"Dans la plupart des bureaux visités, il y avait moins de 20 électeurs qui attendaient. Mais quand on repassait une heure plus tard, on constatait soudain un afflux de bulletins dans l'urne", a déclaré à l'AFP Jules Hoareau de la mission de l'EASF. "Cela n'a pas de sens", a-t-il ajouté.

Il a aussi dénoncé le fait que "dans tous les bureaux visités" par l'EASF, "les représentants des partis n'ont pas été autorisés à signer les procès-verbaux", ce qui met "en doute la crédibilité du processus électoral".

Le président Azali, âgé de 59 ans et dont le mandat expire en 2021, avait prévenu qu'en cas de victoire du "oui," des élections anticipées seraient organisées en 2019.

Maintenant que sa réforme a été adoptée, il pourra, à condition de remporter les élections, rester au pouvoir jusqu'en 2029.

Le référendum modifie la fréquence de la présidence tournante en vigueur depuis 2001, qui a permis de stabiliser les Comores, théâtre de nombreux coups d'Etat et de crises séparatistes depuis son indépendance de la France en 1975.

La Constitution établissait une présidence tous les cinq ans entre les trois îles formant l'Union des Comores (Grande-Comore, Mohéli et Anjouan).

Au terme de son mandat de cinq ans, le président ne pouvait pas se représenter immédiatement. Il devait attendre que ce soit le tour de son île pour briguer de nouveau la fonction suprême. Après l'adoption du référendum, cette disposition a sauté. AFP 31 juillet 2018

#### **4- Afrique du Sud**

- Afrique du Sud: L'ANC va amender la constitution pour les expropriations - Reuters 31 juillet 2018

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé mardi que le Congrès national africain (ANC, au pouvoir) allait procéder à un amendement de la Constitution afin de permettre des expropriations agricoles sans compensation.

Cette annonce intervient après l'annonce par l'ANC en mai qu'elle allait "tester l'argument" selon lequel la loi en vigueur autorisait une redistribution des terres sans compensation.

Il est devenu clair que notre peuple souhaite que la constitution soit plus explicite concernant l'expropriation terrienne sans compensation comme cela a été montré lors des auditions publiques", a dit Ramaphosa dans une allocution enregistrée.

"Suivant la procédure parlementaire, l'ANC va finaliser les amendements proposés à la constitution qui soulignent plus clairement les conditions dans lesquelles les expropriations de terres sans compensation seront effectuées", a-t-il ajouté.

La majeure partie des terres sont détenues par les Blancs et cette question apparaît comme une survivance de l'époque de l'apartheid 25 ans après l'abolition de ce régime de ségrégation.

Depuis la fin de l'apartheid en 1994, l'ANC s'en est tenu à la politique du "vendeur volontaire - acheteur volontaire" par lequel le gouvernement achetait des exploitations agricoles appartenant aux Blancs pour les redistribuer aux Noirs. Reuters 31 juillet 2018

Les redistribuer... au noir, à ses amis de préférence, et non aux travailleurs Noirs sans terre, qui exploitaient les terres des Blancs.

---

## **SOCIAL ET SOCIÉTÉ**

### **France**

- La tour Eiffel fermée en raison d'un conflit social - euronews 1 août 2018

Quand deux symboles de la France ne font qu'un... La tour Eiffel est en grève, ou plutôt fermée pour cause de conflit social depuis 16 heures ce mercredi. Les syndicats réclament que les conditions d'accueil des touristes soient plus efficaces et que le flux de visiteurs déjà munis d'un billet soit mieux régulé.

Avec 6.2 millions de visiteurs en 2017, la tour Eiffel est le quatrième monument le plus visité de Paris. Un préavis de grève a été déposé pour le jeudi 2 août par les syndicats. euronews 1 août 2018

### **Espagne**

- La grève des taxis espagnols s'étend - euronews 31 juillet 2018

Les chauffeurs de taxis espagnols sont en colère. Après Barcelone, puis Madrid, leur grève s'étend à d'autres régions du pays. Ils s'inquiètent de la concurrence des VTC, notamment Uber. Ils menacent à présent de bloquer des ports, des aéroports et même la frontière avec la France s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

"Nous ne croyons pas à l'équilibre des pouvoirs aujourd'hui au Parlement, explique Miguel Angel Leal, président du syndicat des taxis. Nous ne pensons pas qu'il ira de l'avant avec quelque loi que ce soit et nous n'avons pas confiance dans le fait que chaque région autonome, de manière unilatérale, appliquera les normes conformément à ce que souhaite le secteur des taxis."

Le secteur réclame la limitation du nombre de licences accordées aux VTC à une pour trente licences de taxi. Les négociations avec le gouvernement n'ont rien donné. "Nous défendons le fait que ce soit un service public, nous sommes dans les règles. Eux, non, s'emporte un chauffeur de taxi. Ils doivent suivre les mêmes règles. C'est une concurrence complètement déloyale."

Les taxis de Madrid se sont joints à la grève dès samedi, provoquant d'énormes embouteillages. Certains taxis portugais affichent leur solidarité. De leur côté, les sociétés de VTC fustigent ce mouvement social, en raison en particulier des agressions de leurs conducteurs mercredi dernier. euronews 31 juillet 2018

---

## **ECONOMIE**

## **Quelques indices.**

- Depuis le krach de 2008, les Français les plus riches ont triplé le pourcentage de l'économie qu'ils détiennent personnellement. De 2009 à 2018, leur fortune collective est passée de 10 à 30 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, atteignant un niveau record de 650 milliards d'euros, selon le classement 2018 du magazine Challenges. La production nationale, quant à elle, n'a crû que de 12 pour cent. - Les Crises.fr 01.08

- "Les manufacturiers de médicaments dépensent près de deux fois plus pour la promotion de leurs produits que pour la recherche et le développement, révèle une nouvelle étude. Dans leur analyse des données provenant de deux entreprises spécialisées dans les études de marché, Marc-André Gagnon et Joel Lexchin, de l'université York, de Toronto, ont constaté que les sociétés pharmaceutiques américaines ont consacré, en 2004, 57,5 milliards \$ US à leurs activités de promotion. Par comparaison, les dépenses en recherche et en développement de l'industrie pharmaceutique aux Etats-Unis se chiffraient la même année à 31,5 milliards \$, selon un rapport de la Fondation nationale des sciences, incluant les fonds publics dévolus à la recherche industrielle." Les Crises.fr 01.08

## **C'est trop !**

- Migrants : l'Allemagne crée des emplois... à 80 centimes de l'heure - europe1.fr 23 août 2016

Berlin compte créer 100.000 "minijobs" à destination des populations réfugiées en Allemagne pour faciliter leur intégration. A moindre coût.

Bien accueillie ou conspuée, la proposition ne laisse personne indifférent. Mardi, le ministère du travail allemand a annoncé qu'il comptait créer 100.000 emplois à destination des migrants arrivés dans le pays ces dernières années pour favoriser l'intégration de ceux qui ne disposent pas de titre de séjour. Jusque-là, rien de sulfureux. Sauf que dans la droite ligne des "mini-jobs" créés dans le pays avec les lois Hartz dans les années 2000, ces emplois devraient être payés... 80 centimes de l'heure. Un salaire très bas, inférieur même à celui que touchent les chômeurs de longue durée (un euro et cinq centimes) que justifie le gouvernement par la nécessité de multiplier les offres : "Les réfugiés qui restent en Allemagne ne doivent pas devenir des chômeurs de longue durée", a martelé le gouvernement à l'occasion de cette annonce.

Débat économique... De plus, les mini-jobs font débat en Allemagne. En effet, en 2011, 20% des salariés allemands étaient payés à un niveau inférieur au Smic horaire français et 40% avaient un salaire mensuel net inférieur à 1000 euros. En 2012, l'Agence allemande pour l'emploi (BA) a chiffré à 7,4 millions le nombre de "mini-jobs", des contrats à temps partiel rémunérés 450 euros par mois maximum, dont plus d'un tiers concernaient des salariés ayant plusieurs emplois. Selon le BA, ils pénaliseraient parfois la création de vrais emplois.

Et débat politique. De l'autre côté du spectre politique, les défenseurs du projet arguent que les réfugiés sont pour la plupart heureux de participer à ces activités qui ne sont "pas un vrai travail", comme le soutient Gudrun Heute-Bluhm, directrice générale de l'association des villes allemandes. A noter que les migrants accueillis dans les foyers du pays perçoivent une aide des collectivités locales proche de 140 euros. Pour ceux qui se logent par leurs propres moyens, cette aide monte à 300 euros. Mais le salaire proposé dans le cadre de ces mini-jobs restera tout aussi bas pour eux. europe1.fr 23 août 2016

## **Ubérisation**

- Les salariés et indépendants face aux plateformes digitales - xericanal-economie.com 12/07/2018

La fin du travail, ou a minima la fin du salariat, ce sont les deux grandes prophéties qui ont accompagné la montée en puissance de l'économie des plateformes. Toute l'économie pourrait basculer à terme dans une ubérisation de la relation de travail. Derrière ce spectre du délitement du travail et du salariat, il y a deux idées bien ancrées. 1) Le modèle des plateformes a vocation à se généraliser, évinçant à terme les acteurs traditionnels. Plus agile, plus automatisé, porté par les effets de réseau, il ne peut que faire chuter les acteurs en place ; 2) Ces plateformes ont vocation à mobiliser du travail à la tâche. Nous assisterions donc à l'éclosion de l'économie de la prestation généralisée, disons plutôt de la relation client-fournisseur généralisée, où chacun deviendrait entrepreneur de lui-même. Tout cela sur le champ de plus en plus étroit des tâches non automatisables, celles qui ne peuvent être prises en charge par un algorithme ou un robot.

### L'emploi indépendant concentré dans des secteurs spécifiques

Certains voient aujourd'hui dans la légère résurgence de l'emploi indépendant qui s'esquisse depuis quelques années dans de nombreuses économies développées, le début de concrétisation de la prophétie. Ont-ils vraiment raison de voir dans ce signal, la manifestation d'un délitement généralisé du salariat ? Rien n'est moins sûr en fait.

Prenons le cas de la France. On y observe bien une augmentation nette de près de 350 000 personnes de l'emploi indépendant entre 2010 et 2017. Ce qui représente le tiers de l'augmentation nette de l'emploi total sur la période. Il y a la une nette inflexion par rapport à la tendance au reflux que l'on observait jusqu'en 2003.

Mais cette montée du travail indépendant se concentre d'abord sur des secteurs bien spécifiques. D'abord les services aux entreprises, essentiellement dans les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi que dans les activités scientifiques et techniques. Second plus gros contingent ensuite, les activités de santé, puis les services aux particuliers, le commerce, l'enseignement, l'hébergement.

Ce sont dans ces secteurs que prolifèrent aujourd'hui les plateformes. Outre les plus connues dans le commerce avec Amazon, l'hébergement avec Airbnb ou Booking, le transport de personnes avec Uber, Blablacar, etc. On les voit de plus en plus prendre position dans les métiers du conseil dans le domaine juridique, l'expertise comptable, l'ingénierie, la technologie notamment. Elles y proposent des actes standardisés, et proposent une mise en relation entre offreurs et demandeurs ou l'automatisation de certaines prestations.

### Une transfiguration de l'indépendance

On peut voir les prémices d'un modèle amené à balayer les acteurs en place. Mais pour l'heure, ces acteurs occupent plutôt un nouvel espace du marché, proposant des prestations basiques et standardisables à des micro-entrepreneurs, TPE ou PME qui n'y avaient pas ou peu accès jusqu'ici.

Ce faisant, ce à quoi on assiste c'est à une mise en réseau des indépendants dans ce type de métiers. C'est à une mise en concurrence certes, mais surtout à une codification de ces métiers, avec la création d'un lien de subordination technologique, l'inféodation à des cahiers des charges précis. Autrement dit, l'extension du modèle des plateformes a pour première conséquence d'organiser l'indépendance, de la formater, de la regrouper sous des marques, d'y injecter du marketing, de la communication.

Ce à quoi on assiste finalement, bien au-delà des secteurs du conseil, c'est finalement à une transfiguration de l'indépendance, plus qu'à celle du salariat ou à une disparition de l'emploi. Je n'irais pas jusqu'à parler de fin de l'indépendance, mais on en est finalement pas si loin. Ou disons

plus proche que du grand fantasme survenu du « tous entrepreneurs » dans un monde digital.  
xerficanal-economie.com 12/07/2018